

Archives

Face à la barbarie

mercredi 5 septembre 2012

Lorsque les dirigeants politiques se soumettent à sa loi, l'oligarchie financière porte toujours la guerre. Par nature, elle sacrifie tout à son pouvoir à court terme. Dès lors, elle est prête à toutes les fuites en avant. Pensant en termes de coût et non de production, incapable d'assurer dans son ordre la vie des générations futures, elle en vient fatalement à concevoir puis à appliquer des politiques d'austérité et de dépopulation, la guerre ne constituant que le moyen extrême de sa logique devenue folle.

Aujourd'hui, nous y sommes. Le Moyen-Orient joue le rôle de poudrière que les Balkans tinrent à la veille de la Première Guerre mondiale. Le danger est imminent et l'on ne veut pas le voir. L'arsenal thermonucléaire américain représente une puissance de destruction un demi-million de fois supérieur à celui de la bombe d'Hiroshima. Certes, on dira qu'une telle guerre est inenvisageable et qu'aucun chef d'Etat ne risquerait ainsi le sort de l'humanité. C'est vrai d'un point de vue rationnel, mais la réalité est qu'une partie au moins de l'oligarchie et ceux qui la servent ne respectent plus les lois et ont perdu la raison.

Examinons d'abord le cas du président Obama. Un juriste américain de premier plan, [Jonathan Turley](#), vient de répéter ce que l'on m'a tant reproché de dire lors de l'élection présidentielle. [1] Obama a lancé ses opérations militaires en Libye sans consulter le Congrès américain et en violant la résolution 1973 des Nations unies. Il a justifié l'assassinat et l'emprisonnement de citoyens étrangers ou américains sans procédure judiciaire, pourvu qu'ils soient suspects de terrorisme ; il a mis en place une Commission décidant du passage à l'acte et a fait assassiner par drones au moins dix fois plus de civils innocents que de suspects. Enfin, il a décidé de n'engager aucune poursuite contre les agents de la CIA ou d'autres organismes américains ayant pratiqué la torture, sous prétexte qu'ils avaient obéi aux ordres. Ici, il a violé la jurisprudence établie à Nuremberg. Nous avons donc un chef d'Etat américain qui s'est engagé sur la voie du crime et évoque le « privilège de l'Exécutif » lorsqu'il est mis en cause. Le principal arsenal thermonucléaire du monde se trouve ainsi sous le contrôle d'un Président agissant selon son bon plaisir. Son opposant, Michael Romney, entend, lui, jouer au shérif nucléaire du monde.

Nos amis américains se battent pour que les Etats-Unis cessent d'être en de telles mains. Il est essentiel que ce soit compris en Europe. Mais que font nos responsables ?

Ils ne font pratiquement rien. En attendant, le 12 septembre, la double échéance des élections aux Pays-Bas et la décision de la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe, appelée à statuer sur le pacte budgétaire et le mécanisme européen de stabilité, les gouvernements allemand et français prétendent sauver un euro dont le naufrage est devenu inéluctable. Les uns veulent éviter que l'hyperinflation financière contamine celle des biens et services, les autres, c'est-à-dire notre gouvernement, veulent ouvrir à tout va les vannes du crédit pour sauver les banques. Dénominateur commun : sauver les méga banques au détriment des peuples. Pierre Moscovici, notre ministre de l'Economie, a été clair dans son interview aux *Echos* du 30 août : « *Je serai à Athènes le 30 septembre, et je ne compte pas y livrer un message laxiste (...) Je veillerai à ne pas fragiliser notre industrie bancaire, mais la réforme ne peut pas être cosmétique.* » Autant en emportent les vents du Bourget.

Cette complaisance vis-à-vis de l'oligarchie financière sur le terrain économique revient à lui laisser sa liberté de manœuvre sur celui de la guerre. Que pourrions-nous faire ? Jeter le défi d'un grand projet de développement mutuel, rompant avec la règle du jeu. Car cette règle est devenue mortelle.

Jacques Cheminade

NOTES

[1] Voir notamment le coup double de [Pascale Clark](#) et l'[AFP](#) du 9 mars 2012, et la [déclaration](#) de Jacques Cheminade en retour, ainsi que le [communiqué](#) de campagne du 1er avril - ndlr.
